

ACTION : VOTRE SIGNATURE POUR UNE POLITIQUE CLIMATIQUE FORTE

Bruxelles – Le 5 février 2019 – Sign for my Future démarre aujourd’hui. Cette initiative citoyenne est devenue l’une des plus vastes coalitions réunissant citoyens, jeunes, dirigeants d’entreprise, organisations de la société civile, médias et sphère universitaire, pour inviter tous les Belges à défendre une politique climatique forte. Les citoyens qui signent sur signformyfuture.be exhortent ainsi les prochains gouvernements à agir concrètement pour élaborer une telle politique, avec une loi sur le climat, un plan d’investissement et un conseil climat. « Il est encore temps de sauver notre avenir et celui de nos enfants. Nous voulons persuader tous les responsables politiques d’agir dès à présent en leur montrant que de très nombreux citoyens les soutiennent dans leur action », explique Sign for my Future.

TABLE DES MATIÈRES

• Sign For My Future, la plus vaste initiative pour le climat jamais lancée	p. 2
• Une politique climatique forte en 3 exigences	p. 2
• Conséquences du réchauffement climatique	p. 2
• La Belgique est à la traîne	p. 3
• Transition vers un pays climatiquement neutre	p. 4
• Les effets d’une loi climatique dans d’autres pays	p. 4
• Avantages et coûts d’une politique climatique ambitieuse	p. 4
• Comité de pilotage de l’asbl Mandat climatique	p. 5
• Annexes	p. 6
- Présentation des porte-parole	
- Liste des partenaires pour le climat :	
o PDG des entreprises participantes	
o Organisations de la jeunesse et de la société civile	
o Groupes médiatiques	
o Monde universitaire	



Sign For My Future, la plus vaste initiative pour le climat jamais lancée

Sign for my Future souhaite sortir du cercle vicieux : les responsables politiques savent ce qu'il faut faire pour sauver le climat, mais ils n'osent pas prendre les mesures nécessaires par peur de ne plus être élus. Sign for my Future veut leur montrer que la société dans son ensemble les soutient dans l'élaboration d'une politique climatique forte, même si la route à suivre ne sera pas toujours facile.

En signant le « mandat climatique » sur signformyfuture.be, vous demandez aux prochains gouvernements d'agir maintenant pour assurer un climat viable et offrir un bel avenir à nos enfants. La campagne est temporaire (du 5 février aux élections du 26 mai 2019), positive, constructive, politiquement neutre et sans intérêts commerciaux. Son seul objectif est de récolter un maximum de signatures pour montrer aux responsables politiques qu'énormément de personnes soutiennent une politique climatique ambitieuse.

L'asbl Mandat climatique, l'organisation à l'origine de Sign for my Future, a été créée comme un mouvement citoyen par plusieurs parents préoccupés par le réchauffement climatique et l'avenir de leurs enfants. Aujourd'hui elle réunit les forces de la société au sens large. Avec les jeunes, quelque 300 captains of society de la société civile, du monde des entreprises, du monde académique et les médias, ce mouvement citoyen invite tous les Belges à signer pour une politique climatique forte en Belgique.

Une politique climatique forte en 3 exigences

Sign for my Future veut que les prochains gouvernements fassent le nécessaire pour garantir un climat sûr. En d'autres termes, le réchauffement climatique doit être maintenu nettement en dessous des 2 degrés, en visant 1,5 degré, comme le prévoit l'Accord de Paris sur le climat (2015). Concrètement, il est indispensable d'adopter une politique permettant à la Belgique de devenir climatiquement neutre d'ici 2050 et de réduire de manière significative nos émissions de gaz à effet de serre ces cinq prochaines années. À cet effet, Sign for my Future avance trois exigences :

1. **Une loi sur le climat** : un cadre légal avec des objectifs intermédiaires afin que la Belgique soit climatiquement neutre d'ici 2050 et que la prochaine législature prenne toutes les mesures nécessaires pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre. Ce cadre juridique devrait entrer en vigueur au plus tard d'ici fin décembre 2020, tout en sachant que la réduction des émissions émanant du secteur industriel et de la production d'électricité sera coordonnée au niveau européen via le marché européen des émissions (SEQUE-UE) afin d'assurer une concurrence équitable entre les entreprises basées en Europe. La loi climat donne un cadre stable pour l'ensemble de l'économie belge.
2. **Un plan d'investissement** : un plan d'investissement solide et juste sur le plan social doit être lancé afin d'aider et d'encourager les citoyens et les entreprises à assurer la transition vers une société climatiquement neutre. Ce plan d'investissement doit entrer en vigueur au plus tard fin 2022. D'un point de vue pratique, ce plan d'investissement mobilise des moyens privés et publics pour aboutir à une économie sans émissions de gaz à effet de serre, d'une manière qui profite à chacun.
3. Un **conseil climatique** neutre, constitué d'experts chargés de suivre, d'évaluer et de réorienter la politique si nécessaire.

Conséquences du réchauffement climatique

Depuis la révolution industrielle des 18e et 19e siècles, l'utilisation massive du pétrole, du charbon et, plus tard, du gaz a entraîné une importante augmentation de la population et de sa prospérité. Aujourd'hui, nous avons atteint la limite de cette croissance. En effet, l'utilisation de ces énergies fossiles libère beaucoup de gaz à effet de serre. Ces gaz forment une sorte de couche isolante autour de la planète, empêchant une partie de la chaleur de s'échapper et réchauffant la Terre.



À l'heure actuelle, nous enregistrons déjà un réchauffement global de plus de 1 degré (source : RS15 du GIEC) par rapport à 1850 et le réchauffement va de plus en plus vite.¹

Si au cours de ce siècle, le climat se réchauffe trop, nous serons confrontés à d'importants problèmes : hausse du niveau de la mer, tempêtes extrêmes avec inondations, feux de forêt, guerres alimentaires, flux migratoires de masse depuis les zones les plus fortement touchées, etc. Le dernier rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) établit clairement que les conséquences négatives pour l'homme et la nature augmentent largement avec un réchauffement de 1,5 à 2 degrés.

Si nous poursuivons les engagements volontaires actuels des Etats dans le monde, nous devrions connaître un réchauffement de plus de 3 degrés, ce qui aurait des répercussions désastreuses pour l'homme. C'est pourquoi il est urgent d'adopter une politique climatique forte en Belgique et dans le reste du monde. La Commission européenne souhaite également que l'Europe devienne climatiquement neutre d'ici 2050 et elle invite les États-membres à renforcer leurs ambitions. Il s'agit là de notre unique chance de limiter le réchauffement aux environs de 1,5°C.

L'objectif final (une Belgique climatiquement neutre d'ici 2050) est aussi important que la vitesse de réduction des émissions (RE5 et RS15 du GIEC). C'est la quantité totale de CO₂ que nous apportons dans l'atmosphère sur une plus longue période qui détermine l'ampleur du réchauffement final. Si la réduction du CO₂ est plus rapide, la quantité totale de CO₂ dans l'atmosphère d'ici 2050 sera nettement plus faible que si elle est réduite plus lentement. En effet, la quantité totale de CO₂ que nous rejetons dans l'atmosphère aura un effet sur le réchauffement de la planète pour les décennies à venir. Il est donc conseillé de réduire les émissions de CO₂ le plus rapidement possible.

La Belgique est à la traîne

Les experts sont unanimes : la Belgique n'est pas bon élève et n'a aucune stratégie climatique claire. En ce qui concerne plusieurs des principaux objectifs climatiques à l'horizon 2020, le constat est sans appel : la Belgique n'atteindra pas la plupart d'entre eux. Nous ne sommes pas non plus sur la voie d'un avenir durable en matière d'énergie renouvelable, de réduction de la consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre. Ces dernières années, les émissions de gaz à effet de serre ont même augmenté. Nous figurons parmi les plus mauvais élèves d'Europe (AEE et CAN EUROPE)².

En outre, les défis à venir sont encore plus importants : selon l'Europe, dans les 12 prochaines années, les émissions de gaz à effet de serre devront baisser bien plus vite qu'aujourd'hui. Nous sommes en effet en passe d'enregistrer un réchauffement climatique de plus de 3 degrés. Cette situation met notre avenir et celui de nos enfants en péril. C'est pourquoi Sign for my Future demande une politique climatique forte dès la prochaine législature.

Les derniers sondages ne mentent pas : 80 % des Belges considèrent le changement climatique comme un problème qu'il faut gérer de toute urgence (source : administration fédérale du climat)³. De plus, près de 3 jeunes sur 4 estiment que le gouvernement n'en fait pas assez pour leur avenir. Les nombreuses manifestations et marches pour le climat – notamment organisées par les élèves et les étudiants de toute l'Europe – sont un signal clair pour un avenir meilleur.

Depuis la création de Sign for my Future, il s'avère que beaucoup de citoyens, d'organisations de la société civile, d'organisations de la jeunesse et d'institutions scientifiques sont en faveur de mesures climatiques, au même titre que de nombreuses entreprises, qui attendent une politique climatique claire et plus ambitieuse. Aujourd'hui, plus de 100 PDG de grandes entreprises belges sont les ambassadeurs de Sign for my Future. Ils voient en effet des opportunités économiques durables dans une politique climatique ambitieuse. Ils demandent aussi que des décisions soient prises et surtout que les responsables politiques s'y tiennent, indépendamment des législatures.



¹ Vous trouverez les rapports du GIEC, résumant l'état actuel des connaissances climatiques, ici <https://www.ipcc.ch/>

² Voir <https://www.eea.europa.eu/publications/trends-and-projections-in-europe-2018-climate-and-energy> et

³ Voir https://www.climat.be/files/6815/3021/6143/Enquete_tarification_carbone_resultats_principaux.pdf

Transition vers une Belgique climatiquement neutre

Un pays climatiquement neutre est un pays qui ne provoque plus aucun dégât sur le plan climatique. Cela signifie que la quantité de gaz à effet de serre résiduelle émise par ce pays est égale à la quantité de gaz à effet de serre absorbée (soit de manière naturelle – grâce aux forêts, par exemple – soit de manière artificielle). À cet effet, il faut immédiatement réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre et devenir climatiquement neutres d'ici 2050. C'est la seule manière de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2 degrés et d'offrir un avenir viable à nos enfants.

La réalisation des objectifs ne doit pas conduire à une augmentation significative des gaz à effet de serre en dehors du territoire belge, mais elle doit favoriser une réduction simultanée dans d'autres pays. Ainsi, les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation de produits pourront également baisser.

Nous devons nous débarrasser le plus vite possible du charbon, du pétrole et du gaz comme sources d'énergie pour notre industrie, notre production d'électricité, nos bâtiments et nos transports. Les alternatives existent déjà et nous devons à présent les déployer à grande échelle et les rendre abordables pour tout le monde.

Énergie : nouvelles infrastructures, comme les réseaux d'électricité et de chaleur, et une plus grande production d'énergie renouvelable durable.

Bâtiments : rénover, isoler et passer du chauffage au mazout et au gaz à des solutions respectueuses du climat.

Transports : véhicules électriques, vélos et transports en commun doivent être stimulés encore plus comme choix logique pour des déplacements rapides, bon marché et confortables.

Industrie : l'utilisation intelligente d'un éventail de techniques, comme l'hydrogène, l'électrification, l'utilisation de CO₂ pour fabriquer de nouveaux produits ou la biomasse comme matière première, permettra de réduire significativement la pollution. De plus, nous devons mieux réutiliser et recycler les matières premières et les matériaux. Il faut investir dans une nouvelle économie pour que la Belgique se pose en chef de file et que l'industrie se tourne rapidement vers les énergies renouvelables et innove. Mais la consommation joue elle aussi un rôle important. Une utilisation durable et circulaire des matériaux s'inscrit dans une bonne politique climatique.

Agriculture : les émissions rejetées par le bétail doivent baisser et les cultures en serre doivent passer aux énergies vertes.

Les effets d'une loi climatique dans d'autres pays

En 2008, le Royaume-Uni a été le premier pays au monde à adopter une loi sur le climat. Aujourd'hui, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande, la France, les Îles Marshall et le Mexique disposent également d'une telle loi⁴. Sur les 5 pays européens les plus avancés en la matière, 3 ont instauré une loi sur le climat : la Suède, les Pays-Bas et la France⁵.

Avantages et coûts d'une politique climatique ambitieuse

La transition vers une Belgique climatiquement neutre aura des répercussions sur notre manière de vivre et d'entreprendre. Mais, dans le même temps, cette évolution offre une foule d'opportunités, comme une augmentation de l'activité économique durable, la création d'emplois, une meilleure qualité de l'air et une meilleure santé pour tous. Elle constitue donc un choix intelligent, tant sur le plan social que sur le plan économique.



⁴ Voir <https://eenvandaag.avrotros.nl/item/heeft-nederland-de-meest-ambitieuze-klimaatwet-ter-wereld/> sur les lois climatiques aux Pays-Bas et ailleurs

⁵ CAN Europe

Cette transition vers une société climatiquement neutre nécessite toutefois un investissement de taille, d'au moins 4 milliards d'euros par an (source : Climact⁶). Ce montant est nécessaire pour assurer des investissements dans la production d'électricité, les bâtiments durables, les transports et l'industrie.

Les autorités peuvent encourager ces investissements en réfléchissant à long terme et en posant les bons choix. C'est pourquoi nous demandons l'élaboration d'une loi et d'un plan d'investissement : ceux-ci garantiront la stabilité (plus que nécessaire) à long terme. Le plan d'investissement pourrait mobiliser les économies et la capacité d'investissement des entreprises, veiller à ce que la fiscalité impose un prix sur la pollution, récompenser l'écologisation et rationaliser les investissements publics. Cette rationalisation passera par une analyse fine des investissements, il s'agira d'assurer une cohérence des choix en faveur du climat.

Autre point important : ces investissements se rentabiliseront en grande partie eux-mêmes. En supprimant le pétrole et le gaz, nous économiserons, à terme, les milliards d'euros que nous dépensons chaque année pour acheter du pétrole saoudien ou du gaz russe. Une meilleure qualité de l'air permettra de faire reculer certaines maladies, comme les problèmes cardiaques et les cancers, entraînant une évolution positive et une économie en matière de frais médicaux.

De plus, une politique climatique forte mais intelligente peut préserver, voire améliorer la compétitivité de nos entreprises, en permettant d'exporter les connaissances et de gagner en efficacité dans la gestion des matériaux et de l'énergie. Celles-ci sont demandeuses d'une politique climatique décisive et d'un cadre d'investissement à long terme, comme le prouve notre campagne. Déjà plus de 100 PDG de premier plan ont souscrit à Sign for my Future.

Ne rien faire nous coûtera d'ailleurs bien plus cher : réparer les dégâts demandera des investissements 4 à 7 fois supérieurs⁷. Les conséquences financières d'un réchauffement climatique trop important seront donc largement supérieures au coût de la transition vers une Belgique climatiquement neutre.

GRUPE DE PILOTAGE DE SIGN FOR MY FUTURE

Herlinde Baeyens - UN Youth Representative

Mathias Bienstman - Policy Coordinator, BBL

Davy Caluwaerts - Market Acceleration Lead Benelux, Publicis Emil

Karen Casteels - Campaign Manager, Climate Mandate

Piet Colruyt - Impact Investor

Anne-Sophie Dubrux - Project Manager, Climate Mandate

Annemie Goegebuer - Head of Strategy & Co-manager, Publicis Brussels

Nathalie Guillaume - Corporate Affairs Director, Danone

Sylvie Irzi - COO IPG Mediabrands

Antoine Lebrun - CEO, WWF Belgium

David Leyssens - Network Director, The Shift

Marjolein Moreaux - PMO Climate Mandate

Céline Tellier - Vice General Secretary, IEW

Pascal Vermeulen - Managing Director, Climact

Koen Verwee - Managing Director, Eiferman

Charlotte Vroemans - Process Manager, The Shift

Guy Weyns - Director Marketing & Mobility, De Lijn

Tomas Wyns - Researcher Institute for European Studies, VUB

Piet Wulleman - Communication & Organisation Strategist, Wombat



⁶ Voir <https://www.klimaat.be/2050/fr-be/analyse-de-scenarios/>

⁷ http://www.standaard.be/cnt/dmf20190104_04079186

PORTE-PAROLE



Céline

Céline Tellier, 34 ans, Secrétaire générale adjointe et directrice politique d'Inter-Environnement Wallonie, la fédération des associations environnementales. Après un doctorat en sciences sociales et politiques, Céline rejoint en 2010 Inter-Environnement Wallonie, qui fédère 150 associations environnementales en Wallonie. Désormais secrétaire générale adjointe, elle assume la coordination et la direction politique de l'organisation. Céline est également membre du Conseil d'administration de la Coalition Climat ainsi que du Bureau du Conseil Fédéral de Développement Durable (CFDD), deux organes où elle côtoie régulièrement fédérations d'entreprises, syndicats, organisations nord-sud, associations de jeunesse... Une conviction forte : ce n'est qu'en jouant chacun notre rôle que nous pourrons repenser collectivement la société pour la rendre viable, inclusive et saine pour notre génération et celles qui nous suivront.



Guy

Guy Weyns, 47 ans, est père de 3 enfants. Il a commencé sa carrière en 1998 comme chargé du marketing chez Telenet. Il a ensuite rejoint le secteur de l'énergie (NUON) en tant que responsable du marketing, puis en tant que responsable de l'innovation internationale d'ENI. Aujourd'hui, en tant que directeur du marketing et de la mobilité, il est responsable de la transformation numérique de De Lijn. Il y a quelques années, pensant que la politique climatique manquait de dynamisme, Guy a créé Sign for my Future avec les autres fondateurs du projet.



Koen

Koen Verwee, 49 ans, a une longue carrière professionnelle dans le secteur des télécoms et des médias. Il a notamment été PDG du groupe De Persgroep Publishing jusqu'à fin 2017. Auparavant, il a occupé plusieurs fonctions importantes au sein de l'entreprise suisse UPC et de Telenet, où il a été à l'origine du passage à la télévision numérique. Aujourd'hui, Koen est managing partner de son propre bureau de consultance, Eiferman. Motivé par ses enfants, Koen s'investit depuis plusieurs années pour créer une base sociale forte en faveur d'une politique climatique plus ambitieuse. Il est l'un des fondateurs de Sign for my Future.





Marion

Marion De Backer, 25 ans, jeune diplômée engagée pour la transition écologique. Tout juste diplômée en gestion de la communication des organisations et des relations publiques, Marion s'est lancée en tant que chef de projet dans l'agence Opé Spé, agence de street marketing éco-responsable. Elle a rapidement ressenti le besoin de s'engager davantage dans le combat contre le réchauffement climatique. Elle a dès lors lancé différents projets écologiques et rejoint l'équipe Sign for my Future. L'écologie est pour elle ce que Mai 68 était pour les étudiants d'hier : "un engagement fort, le combat puissant de ma génération, le changement de demain. Je souhaite mêler ma voix à celle des mouvements en marche pour qu'enfin les politiciens entendent ceux qu'ils représentent et prennent leurs responsabilités."



Nathan

Nathan Stranart, 23 ans, étudiant en dernière année de Master en Ingénieur de Gestion à la Solvay Brussels School. Après un parcours atypique, ayant commencé ses études d'ingénieur de gestion en parallèle d'une carrière de footballeur professionnel au White Star Bruxelles, Nathan décide de se focaliser sur ses études et de s'investir dans diverses activités extra-académiques afin d'avoir un impact environnemental positif à plus grande échelle. A présent en fin de parcours académique, il est l'instigateur de deux projets à caractère écoresponsable : d'une part, le "Youth Forum COP", une association étudiante et d'autre part, la "Green in House", une start-up écoresponsable⁸. Convaincu que la responsabilité n'est pas seulement individuelle mais également corporative et systémique, il a décidé de rejoindre la campagne Sign for my Future qui met en avant la participation de tous les acteurs de notre société aux enjeux mondiaux.



Rebecca

Rebecca Thissen, 25 ans, chargée de plaider pour la justice climatique au CNCD-11.11.11. Juriste de formation en droit international public, Rebecca a toujours été engagée dans la lutte pour les droits humains. Durant ses études, elle a eu l'occasion de s'investir dans différents projets mettant à profit ses connaissances juridiques. Elle faisait par exemple partie du CA d'une organisation étudiante appelée Law Student With Refugees, dont le but était de fournir une aide juridique de première ligne aux migrants arrivant en Belgique. Avant de travailler pour le CNCD-11.11.11, elle a été stagiaire chez Amnesty International et a également effectué un stage de recherche chez Avocats sans Frontières. La justice climatique est aujourd'hui au cœur de son travail : "Lutter contre le réchauffement climatique signifie aussi lutter pour plus de justice sociale et pour réduire les inégalités. Ce sont les faces d'une même pièce et elle sont indissociables l'une de l'autre."



⁸ Le "Youth Forum COP" est une association étudiante organisant chaque année un forum de discussion pour les jeunes de 16 à 30 ans leur offrant un cadre structurant leurs opinions en termes de politiques climatiques en un document transmis aux autorités via le jeune délégué ONU pour le climat.